

ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

professions paramédicales Question écrite n° 28417

Texte de la question

M. Jean-Luc Préel attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur le rapport Brocas, relatif à l'exercice libéral des professions paramédicales, rendu public par le Gouvernement en décembre 1998. Depuis cette date, les différentes professions intéressées (les infirmiers, les masseurs-kinésithérapeutes, les orthophonistes, les orthopédistes) attendent la position officielle du Gouvernement, qui doit exprimer sa volonté de mettre en oeuvre un certain nombre de réformes structurelles concernant la nomenclature, les modifications des statuts des professions susvisées, les règles professionnelles et le code de déontologie, ainsi que la création d'un certain nombre d'instances. Ces éventuelles réformes structurelles visent notamment à clarifier le rôle des paramédicaux, à préciser leur place dans la coordination des soins et à promouvoir des règles susceptibles de garantir un exercice paramédical de qualité. Il serait heureux qu'elle l'informe des suites qui seront réservées par le Gouvernement aux propositions du rapport Brocas.

Texte de la réponse

La ministre de l'emploi et de la solidarité et la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale ont reçu les syndicats de professionnels paramédicaux libéraux (infirmières, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes et pédicures-podologues) le 1er septembre 1999, pour leur présenter les suites que le Gouvernement entend donner aux propositions du rapport sur l'exercice libéral des professions paramédicales, rédigé par Anne-Marie Brocas, chef de service à la direction de la sécurité sociale. Le Gouvernement a décidé de redéfinir la place des professionnels paramédicaux dans le système de soins de ville en leur donnant les moyens d'exercer pleinement leurs responsabilités professionnelles. La complémentarité des interventions médicales et paramédicales sera renforcée : lorsque le médecin aura prescrit une intervention paramédicale, le professionnel paramédical sera chargé d'établir un bilan et un plan de soins, puis à l'issue des soins, un compte rendu de traitement. Une compétence de prescription de certains produits figurant sur une liste sera dévolue aux professionnels paramédicaux. Des recommandations de bonne pratique guideront les professionnels. L'ANAES sera chargée de compléter ces recommandations dans le domaine des soins paramédicaux. Au plan collectif, les conventions passées avec l'assurance maladie pourront prévoir de forfaitiser la rémunération du professionnel et devront prévoir un suivi des dépenses tous les quatre mois. Pour assurer une meilleure coordination des soins, la procédure expérimentale de réseaux et filières de soins relevant du conseil d'orientation présidé par Raymond Soubie sera étendue aux professionnels paramédicaux. La promotion des règles de bonne pratique comme des règles déontologiques doit permettre aux professionnels de garantir la meilleure qualité des soins et d'exercer leurs responsabilités collectives. Le rapport Brocas a proposé à cette fin la création d'un office des professions paramédicales. Une mission exploratoire sur cette question a été confiée par le Premier ministre à Philippe Nauché, député. Cette profonde modernisation des conditions d'exercice des professions paramédicales, élaborée dans le cadre d'une concertation approfondie, repose sur l'engagement des professionnels, responsables et désireux d'améliorer l'efficacité de notre système de santé et de toujours mieux répondre aux attentes de ceux qui s'adressent à eux.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/11/questions/QANR5L11QE28417

Données clés

Auteur : M. Jean-Luc Préel

Circonscription: Vendée (1re circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 28417 Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : emploi et solidarité Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 12 avril 1999, page 2161 Réponse publiée le : 13 décembre 1999, page 7148